



Les travailleurs ne doivent plus être les sacrifiés du capital !

Le 15 juillet 2025, le Premier ministre François Bayrou a présenté un **projet de budget d'une brutalité sans précédent**. Il prévoit 45 milliards d'euros d'économie d'ici à 2027.

Comme pour la réforme des retraites, le gouvernement choisit une nouvelle fois **d'ignorer les légitimes revendications des travailleurs. Il nous impose un projet injuste, brutal et inefficace**, toujours dicté par les intérêts du capital.

Des cadeaux au patronat, des sacrifices pour les travailleurs !

Macron et Bayrou refusent de revenir sur les 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises, versés sans aucune exigence de contrepartie sociale que ce soit en termes d'emplois ou d'augmentation des salaires.

Ils refusent également de taxer les très hauts revenus et les grandes fortunes qui échappent largement à l'impôt.

Qui paiera ? Les travailleurs, encore une fois ! Attaque généralisée contre nos droits sociaux

La Santé privée en danger

La baisse des cotisations sociales annoncée menace directement le financement de la sécurité sociale et donc de notre secteur, déjà sous pression. Cela signifie **moins de moyens, moins de personnel, et des conditions de travail encore dégradées**.

Précarisation accrue

Le recours facilité aux contrats courts profitera aux employeurs pour exploiter encore plus des salariés précaires, souvent des femmes seules avec enfants. Réduire les délais de recours aux prud'hommes, c'est affaiblir notre capacité à défendre nos droits en cas de licenciement abusif.

Congés et arrêts maladie visés

Bayrou envisage de remettre en cause la 5e semaine de congés payés et de supprimer deux jours fériés.

Dans nos métiers exercés 365 jours par an, ce serait une attaque directe contre nos conditions de travail.

À cela s'ajoute la volonté de **limiter les arrêts maladie, d'en réduire l'indemnisation et la protection**. Dans un secteur déjà marqué par une forte sinistralité, ce sont encore les plus fragiles qui paieront le prix fort.

Gel des salaires, explosion des dividendes

Le gel du point d'indice dans la fonction publique hospitalière aura aussi des conséquences sur nos rémunérations. En effet, les augmentations sont souvent calquées sur la fonction publique.

Pendant ce temps, les grandes entreprises continuent à **arroser leurs actionnaires** :

"Les grandes entreprises européennes devraient distribuer 459 milliards d'euros de dividendes cette année. L'augmentation devrait encore s'accroître en 2026." - Le Monde

Préparons la riposte !

Le 1er septembre, nos confédérations se réuniront pour envisager une réponse unitaire.

D'ores et déjà, Frédéric Souillot, Secrétaire général de FO, a déposé un préavis de grève du 1er septembre au 30 novembre 2025.

L'Union nationale des syndicats de la santé privée FORCE OUVRIÈRE appelle tous ses syndicats à organiser des assemblées, des réunions de service, pour mobiliser largement.

Grève, blocage, unité : il est temps de relever la tête !

Seul un **mouvement massif, uni, et déterminé** de l'ensemble des travailleurs sera capable de **stopper cette politique destructrice**.

Préparons-nous à la lutte. La riposte doit être à la hauteur des attaques !

Paris le 11 août 2025

Le Secrétaire général

Franck Houlgatte



SECRETARIAT@UNSFO.ORG

WWW.UNSFO.ORG